

[Text]

It was perhaps a salubrious experience for those who attended the first mixed commission of the Canada-Italy cultural agreement last June in Rome, surrounded as we were by the baroque splendours of Bernini and the modern agonies of soccer riots, to discover that our Italian hosts were interested in academic exchanges and the equivalence of university degrees to the exclusion of just about every other item on the agenda.

We should learn from our Italian, as well as our French, British, American, German, Japanese, Belgian, Dutch colleagues, among others, that scholarly exchanges are important and useful components of Canada's international relations and deserve more serious attention and sympathetic support than they have heretofore received in the formulation of the Department of External Affairs foreign policy or its budget. Thank you.

The Chairman: Thank you very much. Mr. Berger, do you wish to lead?

Mr. Berger: Did you ask me if I want to lead or leave?

The Chairman: Lead.

Mr. Berger: I see, okay.

The Chairman: When we have this kind of a majority we just throw you out if we want you to leave.

Mr. Berger: I would like to ask you, Mrs. Larose, about the problem you outline at the top of page 5 of your brief, where you say:

whenever savings must be made in the budget of the Department of External Affairs, they are first made at the expense of the Cultural Affairs and Academic Relations Divisions and their activities.

That is really the crux of the problem, is it not?

Mrs. Larose: Yes, it is.

Mr. Berger: What is the solution to it?

Mrs. Larose: Well I do not think it takes massive or lavish outpourings of funding to maintain viable support for international scholarly and cultural activities. At the same time, I think it does take a recognition that something must be done along with all the other things the department does in its promotion of other areas of concern to Canada, like trade.

It seems to me that it takes not just funding and not just being persuaded that more money ought to be put to this support, but a change in attitude—that cultural and scholarly activities ought to be a priority and be treated at the same level with other activities of the department. It cannot be an add-on program, in other words; otherwise it is always going to be at the mercy of those who see it as a frill, like a swimming pool is now in a high school, or like a gymnasium was when I was a high school student.

[Translation]

Ce fut peut-être une expérience salubre pour ceux d'entre nous qui ont assisté à la première réunion de la Commission mixte canado-italienne mise sur pied à la suite de l'accord culturel signé entre ces deux pays, réunion qui eut lieu en juin dernier à Rome, alors que, entourés des splendeurs baroques du Bernin, et le pays étant aux prises avec les luttes intestines que se livraient *aficionados* du football, ils découvraient que nos hôtes italiens s'intéressaient aux échanges universitaires et à l'équivalence des diplômes universitaires, à l'exclusion de tout autre point porté à l'ordre du jour.

Nous devrions suivre l'exemple des Italiens, Français, Britanniques, Américains, Allemands, Japonais, Belges et Hollandais, entre autres, et apprendre une fois pour toutes que les échanges universitaires représentent un élément utile et important de la politique étrangère du Canada et qu'ils méritent plus d'attention, d'appui et de générosité qu'ils n'ont jusqu'à présent reçus de la part du ministère des Affaires extérieures, dans la formulation de sa politique étrangère ou dans l'établissement de son budget. Je vous remercie.

Le président: Je vous remercie infiniment. Monsieur Berger, voulez-vous commencer?

M. Berger: M'avez-vous demandé si je voulais commencer ou partir?

Le président: Commencer.

M. Berger: Je vois. Merci.

Le président: Avec la majorité que nous avons, il nous suffirait de vous jeter dehors si nous voulions votre départ.

M. Berger: Madame Larose, je voudrais revenir sur le problème que vous citez en haut de la page cinq de votre mémoire, où vous dites:

Lorsque le budget du ministère des Affaires extérieures doit être comprimé, ce sont les Directions des affaires culturelles et des relations avec les universités qui sont les premières touchées.

N'est-ce pas là le coeur du problème?

Mme Larose: En effet.

M. Berger: Y voyez-vous une solution?

Mme Larose: Eh bien, je ne pense pas qu'il faille dépenser d'énormes sommes d'argent pour que nous puissions conserver nos activités universitaires et culturelles internationales. Mais il faut absolument reconnaître qu'il faut faire quelque chose et que le Canada doit s'y intéresser, tout comme il encourage le développement d'autres secteurs importants pour son avenir, comme le commerce.

Il me semble que l'argent ne suffit pas, qu'il faut absolument changer d'attitude, que les activités culturelles et universitaires doivent être considérées comme une priorité et être traitées de la même façon que toutes les autres activités du ministère. Autrement dit, ce ne peut être un programme qu'on rajoute constamment; sinon, il sera toujours sacrifié par ceux qui le considèrent comme un luxe, comme une piscine dans une école secondaire ou comme un gymnase lorsque j'étais écolière.